



DÉFIS SUD

LES AGRICULTURES EN DÉBAT

Pour un commerce qui protège l'agriculture et le climat



Enjeux

Le Congo
en proie aux
pesticides interdits

Paroles aux femmes

La bataille
des agricultrices

AGROÉCOLOGIE

La transition agroécologique relève-t-elle de la volonté des premiers concernés ? La vision des bailleurs étrangers influence-t-elle la manière dont les acteurs locaux conceptualisent, théorisent et pratiquent l'agroécologie ? Pour aborder ces questions, *Défis Sud* s'est adressé à la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS – Action paysanne) et au CETRI (Centre tricontinental) à Louvain-La-Neuve.

Décolonisons l'agroécologie

| Un article de Naïs El Yousfi |

DANS CET ARTICLE

- > **Bernard Duterme, sociologue, directeur du Cetri (Centre tricontinental) à Louvain-La-Neuve.**
- > **Sow Yaye Mbayang Touré, ingénieure de planification économique, responsable du suivi-évaluation à la Fédération des ONG du Sénégal.**
- > **Mar Ngom, agronome spécialisé en systèmes agraires à la Fédération des ONG du Sénégal.**

Apparue dans les années 1920, théorisée comme discipline à part entière dans les années 1980, l'agroécologie fait son apparition dans la linguistique du développement il y a environ 10 ans. Il n'existe pas de définition stricte de l'agroécologie. La FAO a défini en 2015 les éléments qui la caractérisent : la diversité, la co-création et le partage de connaissances, les synergies, l'efficacité, le recyclage, la résilience, les valeurs humaines et sociales, la culture et les traditions alimentaires, la gouvernance

responsable et l'économie circulaire et solidaire. Le caractère polysémique de l'agroécologie en fait un concept difficile à saisir, qui varie selon les territoires. Elle est devenue quasiment incontournable dans les projets de développement agricole promouvant la durabilité. Malgré cet avènement, la majorité des fonds publics continuent à être destinés à l'agriculture conventionnelle. Mais la transition agroécologique s'amorce péniblement partout sur la planète et notamment en Afrique de l'Ouest.

L'aspect socio-culturel de l'agroécologie

Sow Yaye Mbayang Touré est responsable du suivi-évaluation à la FONGS. Selon elle, « au niveau du mouvement paysan en Afrique de l'Ouest, on pense à des composantes qui définissent l'agroécologie en termes de savoir-faire et de savoir-être. » Un processus qui « va du champ au terroir », sans se limiter uniquement aux « pratiques au niveau du champ » :

« Quand on parle d'agroécologie, explique Sow Yaye Mbayang Touré, on se réfère à l'aspect environnemental (les pratiques de production durable au niveau de la parcelle,

« Lorsqu'on plaide pour l'agroécologie, il faut toujours se poser cette question : est-ce que les producteurs vont trouver des produits pour leurs marchés agroécologiques ? »

comme le compost), à l'aspect socio-économique (la productivité, la commercialisation, les revenus équitables aux producteurs) et à l'aspect politique (les décisions prises par les institutions nationales ou locales pour supporter l'agroécologie)».

Malgré la complexité du concept, il est aujourd'hui globalement admis par les experts, par les défenseurs des droits paysans, ou par les instances internationales telles que la FAO, que l'agroécologie constitue la seule trajectoire valable des systèmes alimentaires. Pour Mar Ngom, agronom spécialisé en systèmes agraires à la FONGS, « l'agroécologie est le sauvetage des systèmes agricoles au niveau africain et mondial. [...] L'agroécologie, de manière large, apparaît comme la solution pour sauver les agricultures du monde. »

Force est de constater que l'agroécologie est loin de se limiter à une science dure. C'est un processus à la fois environnemental, social et économique qui ne saurait être réduit à un ensemble de pratiques agricoles. La référence explicite à l'agroécologie dans le discours de la coopération est de facture assez récente : « Ça d'abord été un mouvement orienté vers l'environnement, précise Mar Ngom, qui s'est enrichi par l'observation de terrain et qui s'est donc élargi par rapport à la seule dimension environnementale en incluant la dimension économique. Je dirais qu'on rencontre l'agroécologie dans les programmes des bailleurs depuis environ dix ans, avec une accélération depuis cinq ans. Auparavant, on parlait d'agriculture durable. »

Dans le mouvement paysan, « on dit que même la manière de semer, de choisir les semences, entre dans l'agroécologie », ajoute Sow Yaye Mbayang Touré. « La dimension culturelle est donc vraiment très importante. Ce sont des valeurs sacrées qui pour les producteurs vont avoir un impact sur la nature. Nous devons toujours prendre en compte nos valeurs socio-culturelles et les mettre en symbiose avec les propositions scientifiques pour avoir de bons résultats. »

Certains bailleurs appréhendent le concept dans sa globalité, d'autres ne prennent en compte que les aspects techniques (de production, de compostage), « mais cela dépend aussi de nous, en tant que pays du Sud : Que mettons-nous dans l'agroécologie ? C'est important que nous mettions en avant notre vision, puisque cela permettra aux bailleurs de mieux comprendre ce concept », rappelle Sow Yaye Mbayang Touré. Car cette dimension culturelle, « c'est la valeur ajoutée du mouvement paysan. »

Des pratiques millénaires

Si l'on prend quelques composantes majeures de l'agroécologie, il s'avère que les scientifiques l'ayant théorisée n'ont rien inventé. Compostage, alliances et synergies entre espèces animales et végétales, commerce équitable, partage des terres ou encore valorisation des sociétés locales sont autant de pratiques qui préexistaient en Afrique et ailleurs. Pour Mar Ngom, « le concept même d'agroécologie est récent, mais en termes de contenu, il a toujours existé. C'est ainsi que je comprends la décolonisation de l'agroécologie. »

Par exemple, l'idée d'externalité négative était connue des paysans sans qu'elle soit qualifiée : « On en avait conscience, on respectait l'arbre, le sol » affirme Mar Ngom. « Dans le fonctionnement du système pastoral, il n'y avait pas d'appropriation du foncier, la terre était partagée, il y avait un échange. » Selon l'agronome, si l'on théorise aujourd'hui, « c'est pour que les générations actuelles qui n'ont pas connu ce passé puissent en réapprendre les pratiques ».

Malgré tout, une partie des paysans « continuent à croire que le rendement est lié aux engrais chimiques, une croyance qui va prendre du temps à se déconstruire. De plus, ceux qui sont censés accompagner le



Illustrations © Frédéric Thiry

« On se rend compte que nos systèmes actuels vont droit dans le mur. L'agroécologie n'est pas une invention, c'est en partie ce qu'on faisait avant. Dans le passé, avant la colonisation, nos systèmes étaient plus équilibrés. »

MAR NGOM

paysan sont formés dans l'idée que le développement, c'est $1+1=2$, ce qui est faux. Lors de leurs études, ils ont appris que le labour permettait d'augmenter le rendement de 20 à 30%. Aujourd'hui, les connaissances évoluent, on sait que ça dégrade le sol. Des avancées timides, mais qui constituent avant tout des déclics encourageants. »

Dans les instances comme le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles en Afrique de l'Ouest (ROPPA), il y a consensus sur le fait que l'agroécologie est le seul modèle valable. Mais tous les paysans ne sont pas forcément du même avis. Bernard Duterme, sociologue et directeur du Centre continental rappelle à ce propos que « la préoccupation environnementale ou la sensibilité à l'urgence écologique est moins forte là où la pauvreté domine, là où les questions de survie quotidienne l'emportent sur toute autre considération. Le constat renvoie tant au vieux débat marxiste sur la conscience que les classes sociales opprimées peuvent avoir ou non de leurs intérêts objectifs, qu'au caractère secondaire des considérations (d'apparence) post-matérialistes lorsque le « matériel » n'est pas assuré¹ ».

1 Voir le livre « l'urgence écologique vue du Sud » d'Alternatives Sud.

Les exploitations familiales conscientes des apports de l'agroécologie, mais inquiètes pour leur futur

Sow Yaye Mbayang Touré constate que dans l'ensemble, les exploitations familiales « savent que l'agroécologie reste le modèle qui fait le plus sens ». Mais c'est avant tout la question de survie quotidienne qui domine : « lorsque l'on plaide pour l'agroécologie, il faut toujours se poser cette question : est-ce que les producteurs vont trouver des marchés pour leurs produits agroécologiques ? » Ils sont obligés de les vendre au même prix que ceux issus de l'agriculture conventionnelle. Sur les marchés, « le consommateur lambda pense d'abord à la quantité et non à la qualité. Cela bloque beaucoup de personnes en termes d'options à prendre ». De plus, il ne faut pas négliger la pénibilité et la lourdeur du travail agricole. L'utilisation de pesticides et d'herbicides reste une solution de facilité : « si l'on veut retirer les mauvaises herbes une par une, ça prend du temps et de la main-d'œuvre ». Des facteurs qui entrent beaucoup en jeu lorsque l'agriculteur doit choisir.

Pour Mar Ngom, l'introduction de l'agroécologie demande un temps d'adaptation, car « les projets agroécologiques globaux, qui proposent une démarche plus large, déstabilisent parfois les gens. Travailler sur le social, sur les dynamiques qui portent des manières durables de faire, ça n'est pas évident lorsqu'avant on pensait projet par projet. Chacun progresse à son rythme, l'expérience nous l'a montré. » Il pense que les animateurs locaux ont un rôle à jouer dans l'accompagnement à long terme et le conseil en développement durable quand les projets gagnent en complexité. Une nécessité pour guider les producteurs, « car un expert étranger ne peut pas comprendre cette complexité, rendant le changement plus difficile. »

Le rapport des institutions locales avec l'agroécologie

Malgré une politique productiviste, qui soutient avant tout l'agrobusiness, les autorités locales sénégalaises commencent à promouvoir l'agroécologie via des mesures certes timides mais pionnières en Afrique de l'Ouest.

Il s'agit de questionner les politiques agricoles mises en place après l'indépendance en 1958, inspirées des modèles occidentaux d'agro-industrie (pesticides, intrants, monoculture, mécanisation, semences modifiées). Vendus comme un moyen de résoudre la faim, ces modes de production servent encore à alimenter les marchés mondiaux plutôt qu'à nourrir la population locale comme c'est le cas partout en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, encore environ 20% de la population sénégalaise souffre de la faim.

Les organisations de producteurs (OP) jouent un rôle fondamental dans la prise en compte de leur vision de l'agroécologie, notamment au niveau régional et départemental. Sow Yaye Mbayang Touré raconte que lorsque le département de Podor a rédigé son plan de développement départemental, il était question d'appuyer les initiatives de gestion de l'environnement sans que soit précisée la nature de l'appui. Par la suite, le conseil les a accompagnés sur le terrain lors de diagnostics des pratiques agroécologiques : « On a remarqué que le département avait pris un certain nombre de décisions en accord avec notre approche. Je pense qu'on a pu leur montrer la diversité et l'étendue du concept. Il n'y a pas que l'agriculture avec un petit « a », il y a des initiatives qui la dépassent. »

Les collectivités territoriales ont des compétences transférées en matière d'agriculture et d'environnement, elles peuvent donc œuvrer pour la transition agroécologique, mais l'échelon national reste le catalyseur d'un véritable changement. « Au niveau du Sénégal, on a créé la Dynamique nationale pour la transition agroécologique. Ce mouvement, rappelle Mbayang Touré, a contribué à la stratégie nationale. Celle-ci comportait un volet sur l'agroécologie mais qui ne prenait pas en compte notre compréhension de l'agroécologie. (...). Les organisations de la société civile ont écrit un document de contribution pour montrer tout ce qu'elles font au niveau national sur l'ensemble des pratiques agroécologiques. »

Aujourd'hui, les organisations paysannes ont déjà obtenu quelques résultats grâce à leurs actions de plaidoyer. À partir de 2021, le gouvernement a financé des engrais organiques, « pas au même titre que les engrais chimiques, mais c'est déjà un pas », reconnaît Sow Yaye Mbayang Touré.

(Agro)écologie transformatrice contre (agro)écologie néocoloniale

Face aux organisations de producteurs, aux ONG et aux quelques représentants des pouvoirs publics qui défendent une approche transformatrice de l'agroécologie tant sur le plan environnemental que socio-politico-culturel se dresse une agroécologie de façade, portée par des acteurs de l'agrobusiness y voyant un nouveau moyen d'intensifier la production, le tout sous couvert de durabilité. « Mais sans jamais remettre en cause les rapports de domination, les inégalités et les conséquences sociales du capitalisme, les questions de gouvernance, de propriété, etc. » Selon Bernard Duterme, « cette agroécologie bidon, moyennant quelques adaptations technologico-écologiques visant des hausses de productivité et l'atténuation des dégâts de l'agro-industrie, repeint en vert un modèle qui tend à se perpétuer ».

Les autorités locales sénégalaises commencent à promouvoir l'agroécologie.

Pour Yaye Mbayang Touré, « cet impérialisme vert se manifeste lorsque l'on fait l'amalgame entre agroécologie et agriculture biologique. Car l'impératif environnemental ne peut se soustraire aux considérations sociales. Le vert à tout prix ne doit en rien prendre le pas sur les réalités auxquelles les producteurs font face tous les jours et dont dépend leur survie : En agroécologie, on autorise une utilisation minimale de l'engrais quand on n'a pas le choix. Nos anciens utilisaient de l'engrais ! Mais de manière très raisonnée. L'agroécologie est traditionnelle, alors que l'agriculture biologique est vraiment occidentale : purement scientifique, avec des normes, des certifications techniques, mais sans aucune certification socio-culturelle. »



Pas d'agroécologie décoloniale sans prise en compte de ses dimensions profondément économiques, sociales et culturelles.

« En Amérique latine, le Guatemala fait face à une situation désastreuse », rapporte Bernard Duterme. « Un enfant sur deux souffre de malnutrition, et près de 80% de la population dans les régions indigènes mayas vit sous le seuil de pauvreté. La faute à un modèle de développement inique – présenté à l'extérieur comme « écoresponsable » pour certaines de ses filières « vertes » – qui consacre les meilleures ressources du pays à l'approvisionnement du marché mondial en matières premières, agricoles et minières pour l'essentiel, au détriment des productions vivrières et

de l'accès à la propriété foncière des petits paysans. Le rapport de force y est donc largement défavorable pour ces derniers, qui pour certains, tentent l'agroécologie localement et revendiquent nationalement les conditions – légales, foncières, économiques – minimales de son développement. »

Plus largement, c'est le concept d'écologie tout entier, tel que théorisé par les pays riches, que nous devons nous atteler à co-construire avec les pays historiquement défavorisés. Bernard Duterme rappelle qu'une véritable écologie politique mondiale est avant tout « une écologie transformatrice qui rompt avec toute forme de domination, coloniale ou néocoloniale, que les pays riches exercent sur les pays pauvres ».

En 1992, l'ONU adoptait le principe des responsabilités communes mais différenciées, en vertu duquel il revient aux principaux sur-exploitants des ressources naturelles

 La priorité est moins dans l'imposition du tri sélectif dans les bidonvilles que dans la redéfinition radicale du mode de production.


d'inverser les tendances: « Pour le dire autrement, résume Bernard Duterme, la priorité est donc moins dans l'imposition du tri-sélectif dans les bidonvilles où l'on ne mange pas à sa faim, que dans la redéfinition radicale du mode de production, des canaux d'échange et du niveau de consommation des pays riches. »

Comment alors réunir les conditions d'émergence d'une (agro)écologie mondiale qui soit équitable? Concrètement, pour le sociologue, « c'est rompre avec la plupart des politiques du capitalisme vert, comme ces politiques de conservation (« aires protégées » fermées aux populations locales), d'extraction (monocultures, déserts verts) ou encore ces politiques de financiarisation du vivant et des biens communs par les acteurs dominants au nom du sauvetage de la planète. »

Et à promouvoir exactement l'inverse: « Il faut redonner la priorité au marché interne, à la récupération en souveraineté foncière, la redistribution et la relocalisation de l'économie, ou encore au contrôle public du crédit et de l'investissement au bénéfice des reconversions énergétiques. ».

Ne pas craindre le débat

En somme, pas d'agroécologie décoloniale sans prise en compte de ses dimensions profondément économique, sociale et culturelle. Le secteur de la solidarité internationale a son rôle à jouer, par l'appui financier et les relais politiques des luttes paysannes. Mais toujours dans le respect de la vision des premiers et premières concerné(e)s.

Il s'agit avant tout « de ne pas craindre le débat, de ne pas le fuir et de se confronter à ceux qui défendent l'agriculture productiviste » soutient Mar Ngom. Il admet que « le combat n'est pas facile » car il s'apparente à celui de David contre Goliath, mais « il faut y croire, car chaque jour, l'agroécologie fait ses preuves, tant sur le plan environnemental que sur celui de la réappropriation par les populations locales de leurs ressources, savoirs et territoires ». 

Rédaction: Naïs El Yousfi

